

# RAPPORT D'ACHÈVEMENT DE PROJET (RAP)

## A. INFORMATIONS SUR LE PROJET ET DATES CLÉS

### I. INFORMATIONS DE BASE

<b>Référence du projet :</b> P-Z1-IAZ-002	<b>Titre du projet :</b> Multinational – Projet d'appui à l'Université virtuelle africaine	<b>Pays :</b> Kenya, Sénégal, Tanzanie, Ouganda, Mozambique, Somaliland, Zimbabwe, Zambie, Madagascar, Éthiopie et Sénégal	<b>Mois et année où le taux de décaissement a atteint 98 %</b> Septembre 2010	<b>Date envoi RAP à PCR@afdb.org</b> <b>XX</b>
<b>Instrument(s) de prêt :</b> Fonds africain de développement (FAD)		<b>Secteur:</b> Social	<b>Catégorie environnementale :</b> Catégorie III	
<b>Engagement initial :</b> 5 millions d'UC	<b>Montant annulé :</b> S/O	<b>Montant décaissé :</b> 4 994 841,90 UC	<b>Pourcentage décaissé :</b> 99,90 %	
<b>Emprunteur :</b> Université virtuelle africaine (UVA)				
<b>Organe(s) d'exécution :</b> Université virtuelle africaine (UVA). La gestion quotidienne de l'exécution a été assurée par une cellule de coordination du projet (CCP) comprenant le directeur du projet, le responsable de la première composante, le responsable de la deuxième composante, le responsable des TIC, le responsable de la passation des marchés et le comptable du projet.				
<b>Cofinanciers et autres partenaires extérieurs :</b> Les fonds de contrepartie de l'UVA s'élevaient à 500 000 UC au moment de l'évaluation, mais le montant effectif est de 845 908,73 UC				

### II. DATES CLÉS

<b>Note de concept du projet approuvé par SSMC</b>	<b>Rapport d'évaluation approuvé par SSMC</b>	<b>Approbation par le Conseil d'administration :</b> 13 décembre 2004	
<b>Restructuration(s) S/O</b>			
	<b>Date initiale</b>	<b>Date effective</b>	<b>Écart en termes de mois [date effective-date initiale]</b>
<b>ENTREE EN VIGUEUR</b>	Décembre 2004	15 juillet 2005	6
<b>REVUE A MI-PARCOURS</b>	Avril 2006	Avril 2009	36
<b>CLÔTURE</b>	Mars 2010	Septembre 2010	6

### III. RÉSUMÉ DES NOTES

CRITÈRES	SOUS-CRITÈRES	NOTES
RENDEMENT DU PROJET	Réalisations	3
	Résultats obtenus	3
	Respect du calendrier	0
	<b>RENDEMENT GÉNÉRAL DU PROJET</b>	<b>3</b>
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de préparation	3
	Supervision	3
	<b>PERFORMANCE GÉNÉRALE DE LA BANQUE</b>	<b>3</b>
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de préparation	3
	Mise en œuvre	3
	<b>PERFORMANCE GÉNÉRALE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>3</b>

### IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE

FONCTION	À L'APPROBATION	À L'ACHÈVEMENT
Directeur régional		Beileh Abdiraham, Frank Black, Gaye Diaretou, Matongo Fundari Nono, Perrault Frank Joseph Marie
Directrice sectorielle	Mme Alice Hamer	Mme Agnes Soucat
Chef de projet	M. Boukary Savadogo	Ruth Karimi Charo
Chef de l'équipe du RAP		Ruth Karimi Charo
Equipe du RAP		Andrianarisata John, Arcelina Yolanda, Ekoh Patience Ogonma, Leo Oswarld and Odera Walter Owour

## B. CONTEXTE DU PROJET

Résumer la logique qui sous-tend l'assistance de la Banque dans ce projet. Préciser:

- sur quel défi du développement porte le projet,
- la stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi,
- les activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur, au cours de l'année précédente, et leur performance, et
- les activités en cours, financées par la Banque et d'autres sources extérieures, qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet.

Citer les sources concernées. Commenter la solidité et la cohérence de cette justification.

**[250 mots au plus. Tout autre propos pertinent sur les origines et l'historique du projet doit, le cas échéant, être présenté à l'annexe 5 intitulée : Description du Projet]**

Le projet, prenant en compte les difficultés des gouvernements africains à financer l'enseignement supérieur classique, visait à améliorer l'accès à un enseignement supérieur de qualité dans un certain nombre de pays africains. Pour ce faire, le projet a opté pour un programme de formation des enseignants soutenu par les technologies de l'information et de la communication (TIC). Au moment de l'évaluation, l'UVA, forte d'un réseau de 38 institutions partenaires, était au premier rang des initiatives visant à exploiter pleinement le potentiel des TIC pour l'enseignement sur le continent. Les pays bénéficiaires ont été choisis en fonction de leur tradition d'ouverture aux TIC dans l'enseignement, attesté par leurs profils en la matière. La logique et les priorités du projet tenaient également compte des initiatives régionales de facilitation de l'accès à l'enseignement supérieur. Le projet s'inscrivait en outre dans le droit fil des ODM 3 et des priorités de l'EPT. Le Cadre d'action de Dakar adopté en avril 2000 reconnaît les TIC comme stratégie privilégiée de réalisation de l'EPT. Conformément à sa stratégie à moyen terme, la Banque soutient des projets allant dans le même sens, comme par exemple le projet d'apprentissage ouvert et à distance de la SADC et le Projet d'enseignement supérieur de l'UEMOA. La Déclaration du millénaire des Nations-Unies de septembre 2000, l'Initiative du NEPAD et Genève 2003 reconnaissent le rôle des TIC dans la promotion de l'accès à l'éducation. Le Plan opérationnel de l'UVA pour 2003-2007 visait à élaborer, au sein de ses institutions partenaires (IP), des programmes ALED (apprentissage libre et à distance) mixtes de qualité comprenant la technologie à but pédagogique, la formation à la conception et le perfectionnement du personnel. Le projet visait à accroître l'accès à un enseignement de qualité dans les IP, tout en renforçant l'intégration régionale et l'égalité hommes/femmes au sein de l'UVA et dans les IP bénéficiaires (ODM 3). L'UVA a joué un rôle de « catalyseur » dans le renforcement des capacités des IP à offrir et à gérer des programmes d'apprentissage de qualité qui utilisent les TIC, et des opportunités de formation. Le projet offrait un soutien à la stratégie de l'UVA, en proposant des activités de renforcement de l'accès et d'amélioration de la qualité, par la conception de programmes de formation améliorés à l'intention des enseignants, la mise en place d'un cadre de contrôle de la qualité, la formation des responsables de programmes d'études ; le renforcement des capacités d'ALED et la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les IP et à l'UVA (notamment l'attribution de bourses d'études aux femmes et aux étudiants défavorisés). Les résultats et réalisations du projet s'inscrivent dans l'optique du plan stratégique 2009-2014 de l'UVA; la stratégie vise à faciliter l'utilisation de méthodologies ALED efficaces dans les instituts d'enseignement tertiaire d'Afrique, et comprend une feuille de route pour garantir la viabilité de l'UVA. L'Étude sur les TIC et l'éducation de 2007 a confirmé l'existence et la mise en œuvre de politiques TIC et d'éducation dans la plupart des pays bénéficiaires du projet. Les rapports des missions de supervision ont souligné la nécessité d'adapter les programmes au contexte et de coordonner les projets multinationaux aux niveaux régional et national, pour en assurer une mise en œuvre diligente. L'ouverture de bureaux extérieurs de la Banque dans les pays concernés devrait permettre d'améliorer le suivi des projets multinationaux.

## C. OBJECTIFS DU PROJET ET CADRE LOGIQUE

<b>1. Énoncer le(s) objectif(s) de développement du projet (tels qu'ils sont présentés dans le rapport d'évaluation)</b>
Renforcer la capacité de l'UVA et du réseau d'institutions qu'elle coordonne dans un certain nombre de pays africains, à dispenser et gérer un enseignement de qualité enrichi par les TIC et offrir des opportunités de formation.
<b>2. Décrire les <u>principales</u> composantes du projet en indiquant comment chacune contribuera à la réalisation des objectifs du projet</b>
<p>Le projet comporte quatre composantes : <b>1) <u>Appui à la création de centres d'apprentissage libre et à distance (ALED) et fourniture de la connectivité dans les institutions partenaires (IP) de l'UVA.</u></b> Cette composante comprenait : l'équipement /le rééquipement/la réhabilitation des centres ALED de l'UVA sur des campus existants des institutions partenaires dans les 10 pays ciblés et fourniture de la connectivité dans chaque IP. L'idée est de faire des centres connectés le point central pour les admissions, les inscriptions, l'étude et les examens, au niveau national. Ils doivent également servir de centres de formation des facultés universitaires, pour la conception et la fourniture de cours de qualité en ligne ; <b>2) <u>Programme de formation et de perfectionnement des enseignants.</u></b> Cette composante comprenait : la constitution de 10 équipes nationales dans chaque IP, la formation de 200 concepteurs de cours (20 par pays dont 10 concepteurs de site web et 10 concepteurs de programmes éducatifs), l'élaboration de programmes de 52 modules disponibles en trois langues (anglais, français et portugais) et l'institution d'un diplôme d'enseignement supérieur universitaire en ligne. Ces activités visent à doter les institutions partenaires des capacités nécessaires à la formation d'importants contingents d'étudiants entrant dans l'enseignement pour la première fois et une formation continue pour les enseignants en poste. La formation sanctionnée par le diplôme TIC est un cours de base destiné aux futurs enseignants et aux enseignants en poste.</p> <p><b>(3) <u>Prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes dans les activités de l'UVA.</u></b> Cette composante comprenait: la sensibilisation des IP aux questions de genre, la création de cliniques spécialisées en soins sexospécifiques, l'élaboration de documents de sensibilisation aux questions d'égalité des sexes et de VIH/sida en anglais et en français, l'octroi de bourses aux femmes et l'élaboration de programmes d'insertion professionnelle pour les femmes dans les filières mathématiques et scientifiques. Ces activités consistent en la conception de cours modulaires intégrant les questions de genre, l'octroi de bourses à 60 étudiantes, le renforcement des capacités des personnels d'encadrement ALED à promouvoir l'égalité des sexes, une assistance à l'UVA et ses IP pour les aider à gérer les problèmes de genre et, plus particulièrement, à combler le déficit d'inscriptions et de qualification des femmes dans les disciplines scientifiques; <b>(4) <u>Gestion du projet.</u></b> Cette composante comprenait la création d'une cellule de coordination de projet (CCP) au siège de l'UVA à Nairobi et la mobilisation de ressources pour financer les frais de fonctionnement et soutenir la mise en œuvre du projet. Le personnel clé associé à l'exécution du projet comprenait : le chef de projet, les responsables des programmes de technologie à but pédagogique et des unités de conception, le responsable chargé des TIC, le responsable des programmes de formation des enseignants et le responsable de la passation des marchés.</p>

3. Évaluer brièvement (deux phrases au plus) les objectifs du projet sous trois angles : noter l'évaluation, en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1

CARACTÉRISTIQUES DES OBJECTIFS DU PROJET		ÉVALUATION	NOTE
PERTINENTS	Pertinents au regard des priorités de développement du pays	<p><u>IP de Somalie</u>. L'IP de Somalie souligne que la formation d'enseignants qualifiés dans le secondaire est une priorité nationale. Le projet est également conforme au plan quinquennal du pays. <u>L'IP de Tanzanie</u> et l'Institut technique de Dar-Es-Salaam sont chargés de l'intégration des TIC et de la formation des enseignants. La Vision 2025 du gouvernement et le Plan national de développement accordent une priorité au développement d'une masse critique de travailleurs formés aux TIC. Selon <u>l'IP du Sénégal</u>, le pays s'est fixé pour priorité d'introduire les TIC dans l'enseignement comme meilleur moyen, en termes de rapidité et d'efficacité, pour combler le fossé avec le Nord en matière d'éducation et de formation. La stratégie 2008-2013 de l'IP <u>du Kenya</u> vise à promouvoir des programmes universitaires novateurs et à diversifier les moyens d'enseignement de leur contenu. La Vision 2030 du pays reconnaît le rôle des TIC dans l'enseignement. L'IP <u>de Madagascar</u> indique que le projet a contribué à la formation et au renforcement des capacités des enseignants à former et à intégrer de nouvelles approches. Le Programme national d'amélioration de l'éducation met l'accent sur la construction d'infrastructures de base et l'amélioration de la gestion du système éducatif. Le plan de l'IP <u>de Zambie</u> prévoit l'intégration des TIC dans la prestation des services et l'expansion de l'enseignement à distance. L'IP relève que le centre ALED est bien équipé pour assurer la conception de contenus pour d'autres instituts d'enseignement supérieur. <u>L'IP d'Ouganda</u> est essentiellement chargée de la formation des enseignants. Toutefois, étant donné le peu d'espace disponible, l'initiative pour l'enseignement à distance devrait en améliorer l'accès. L'IP <u>du Zimbabwe</u> a pour mission de piloter l'enseignement et l'apprentissage de méthodologies novatrices. L'IP souligne que le programme destiné aux enseignants des TIC et la prise en compte des questions de genre amélioreront son rôle de chef de file. <u>L'IP du Mozambique</u> relève que le pays compte un grand nombre d'enseignants non qualifiés ou peu qualifiés. Le ministère de l'Éducation et de la Culture a reconnu l'ALED comme une stratégie permettant d'accroître l'accès aux opportunités de formation au niveau national. La politique et la stratégie ALED 2001 du gouvernement reconnaît le rôle joué par l'ALED dans l'augmentation des opportunités d'apprentissage.</p>	4

RÉALISABLES	b) Objectifs jugés réalisables au regard des contributions au projet et des délais envisagés.	Les composantes et activités du projet ont contribué directement à la réalisation des objectifs attendus. Le projet a été prolongé de six mois, jusqu'à septembre 2010, pour lui donner le temps de parachever la livraison de la bande passante et la traduction des modules en portugais. L'acquisition et la distribution des biens ont été centralisées. Cependant, dans chaque pays, la livraison des équipements et du mobilier aux IP bénéficiaires, a été retardée par des problèmes logistiques. La composante octroi de bourses aux femmes est encore en cours puisque les étudiantes devaient d'abord être inscrites en utilisant les modules de formation des enseignants. Le cadre logique du projet a été révisé pour prendre en compte la sous-estimation initiale du coût des activités de formation des enseignants.	3
COHÉRENTS	c) Conforme à la stratégie nationale ou régionale de la Banque	Le projet a été conçu en tenant compte des stratégies et/ou plans de la Banque pour certains des pays bénéficiaires, notamment Madagascar, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie et le Kenya. Les priorités définies par les stratégies/plans comprennent notamment la formation d'enseignants et la conception de programmes, l'amélioration de l'enseignement et le développement des ressources humaines.	4
	d) Conforme aux priorités générales de la Banque	L'intervention consistait à renforcer l'ALED et les TIC pour accroître l'accès à l'éducation et à la formation des enseignants tout en stimulant l'intégration régionale entre les 10 pays (voir l'annexe 5 du RAP). L'intervention a par ailleurs facilité l'élaboration d'un cadre de contrôle de la qualité et accru l'accès des femmes et des étudiants défavorisés à l'apprentissage, s'inscrivant ainsi dans l'optique de la Politique de la Banque pour le secteur de l'éducation en vigueur à l'époque (1999) qui mettait l'accent sur l'augmentation de l'accès à l'apprentissage, le développement des systèmes éducatifs, l'intégration régionale, la promotion de l'égalité et l'amélioration de la qualité. L'intervention reste tout à fait pertinente au regard de la stratégie ESST 2008 de la Banque et de sa stratégie à moyen terme, lesquelles mentionnent l'amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur et le rôle attribué aux TIC à cette fin. Selon une étude réalisée par la Banque (Développement des TIC : politique et stratégie de la BAD, septembre 2003) les réseaux d'apprentissage et d'enseignement à distance sont essentiels pour améliorer l'accès à l'éducation.	4

4. Présenter le cadre logique. En l'absence de cadre logique, remplir le tableau ci-dessous, en indiquant l'objectif global du projet, les principales composantes du projet (deux au minimum), les principales activités (deux au minimum) de chaque composante et les résultats et réalisations attendus, ainsi que les indicateurs de mesure de la réalisation des rendements. Vous pouvez créer des rangées supplémentaires pour les composantes, activités, résultats ou rendements, si nécessaire.

COMPOSANTES	ACTIVITÉS	RÉALISATIONS	RÉSULTATS ESCOMPTÉS	INDICATEURS À MESURER
<b>Composante 1</b> : Soutien à la création de centres d'enseignement libre et à distance (ALED) et établissement d'une connectivité dans les institutions partenaires (IP) de l'UVA).	Achat et livraison aux 10 IP bénéficiaires: ordinateurs de bureaux, serveurs, périphériques, matériels audiovisuels, matériels de réseaux LAN, mobilier, groupe électrogène, climatiseur et VSAT.	10 centres ALED équipés, rééquipés ou réhabilités dans les 10 pays bénéficiaires	Cours dispensés à l'aide de matériels d'apprentissage assisté par les TIC	Nombre de matériels pédagogiques TIC modernes conçus et élaborés
		Les centres ALED des IP sont connectés à l'internet	Idem	Nombre de centres ALED ayant accès à l'internet
	Former 200 anciens agents d'IP comme concepteurs de cours (20 dans chaque IP dont 10 concepteurs de site web et 10 concepteurs de matériels didactiques).	200 concepteurs de cours ont achevé avec succès le Programme de renforcement des capacités de l'UVA (ACEP)	Idem	Nombre de concepteurs de cours ayant achevé avec succès le programme ACEP
<b>Composante 2</b> : Programme de formation et de perfectionnement des enseignants	Élaboration de politiques d'orientation pour la mise en œuvre du programme et les cursus	Des structures de gestion et de travail sont créées dans les IP. 10 équipes nationales sont créées à raison d'une par IP	Accès accru aux programmes de formation des enseignants dans les disciplines mathématiques, scientifiques et TIC	Nombre d'étudiants inscrits dans les ALED des IP utilisant des modules TIC modernes
	Concevoir des cours modulaires pour la formation des enseignants	52 modules de formation d'enseignants sont élaborés (mathématiques, sciences, TIC)	Idem	Idem
	Concevoir et élaborer un cadre de contrôle de la qualité	Idem	Idem	Idem

	Constituer des équipes techniques à thèmes	Idem	Idem	Idem
<b>Composante 3 : Intégration des questions de genre dans les activités de l'UVA</b>	Sensibiliser les centres d'apprentissage et les animateurs aux questions de genre	Les centres d'apprentissage et les animateurs sont sensibilisés aux questions de genre	Augmentation du nombre d'enseignantes qualifiées qui participent aux cours de formation des enseignants dans les disciplines scientifiques	Nombre de femmes qui s'inscrivent et achèvent des cursus scientifiques
	Élaborer des matériels de sensibilisation aux questions de genre	Idem	Idem	Idem
	Attribuer des bourses à 3 femmes par pays clé	60 femmes ont obtenu des bourses	Idem	Idem
	Concevoir des programmes de préparation à l'emploi pour les femmes	Des cours pré-universitaires sont conçus dans des matières scientifiques	Idem	Idem

**5. Pour chaque dimension du cadre logique, indiquer en quelques mots (deux phrases au plus) dans quelle mesure le cadre logique a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-après. Noter l'évaluation en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1. En l'absence de cadre logique, attribuer à cette section la note 1 (un).**

CARACTÉRISTIQUES DU CADRE LOGIQUE		ÉVALUATION	NOTE
<b>LOGIQUE</b>	a) Prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	La chaîne causale logique était, dans l'ensemble, bien pensée. Le cadre logique identifie les résultats et réalisations attendus et les rattache clairement aux activités à mettre en œuvre. Les résultats et les réalisations contribuent directement à la concrétisation des objectifs du projet	4
<b>MESURABLE</b>	b) Énonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable.	Les objectifs du projet sont précis et quantifiables. Les indicateurs correspondent, aux objectifs et réalisations du projet et permettent de mesurer les résultats, réalisations et activités énoncés. Ceci étant, les résultats attendus ont été révisés.	3
<b>DÉTAILLÉ</b>	c) Mentionne les risques et les hypothèses clés.	Les risques et les principales hypothèses ont très peu pris en compte des défis spécifiques à chaque IP et à chaque pays en général. Assurer la formation ACEP en trois langues différentes a été laborieux, sans compter le temps nécessaire pour concevoir et traduire les modules de formation des enseignants. En outre, les réglementations douanières nationales ont considérablement retardé la distribution des	2

		équipements et du mobilier. L'évolution continue des politiques TIC dans les pays bénéficiaires n'a pas fondamentalement affecté les résultats du projet sauf pour l'Éthiopie, qui a adopté une politique visant à supprimer l'enseignement en ligne des programmes de formation des enseignants.	
--	--	---	--

## D. RÉSULTATS ET RENDEMENTS

### I. RÉSULTATS OBTENUS

Dans le tableau ci-dessous, évaluer pour chaque principale activité, les réalisations par rapport aux résultats prévisionnels, en se fondant sur le cadre logique présenté à la Section C. Noter le degré de réalisation des résultats attendus. Pondérer les notes en fonction de la proportion approximative des activités dans le coût du projet. La somme des notes pondérées s'affichera automatiquement et correspondra à la somme des notes pondérées. Le cas échéant, ignorer la note automatiquement calculée et justifier cette décision.

PRINCIPALES ACTIVITÉS		Note de l'évaluation	Proportion du coût du projet (tel que mentionné dans le rapport d'évaluation)	Note pondérée
Résultats attendus	Résultats obtenus			
1. Dix centres ALED équipés/rééquipés/réhabilités et connectés à internet	L'acquisition, la distribution et l'installation des équipements sont achevés dans 10 centres. Une bande passante pour la connexion internet a été installée dans 8 centres ; deux centres (IP du Sénégal et d'Éthiopie) utilisent des prestataires de services internet locaux. Les matériels fournis et installés sont les suivants : mobilier, matériel électronique, audiovisuel et matériel électrogène de secours. La connexion internet se fait par VSAT et dans le cadre d'un contrat avec un fournisseur local. Huit centres ALED ont été officiellement lancés par l'UVA en collaboration avec certains bureaux extérieurs de la BAD (Ouganda, Zambie et Kenya). Les cérémonies d'ouverture ont toutes été précédées d'un séminaire de clôture de formation approfondi. L'ouverture des centres de Madagascar et de Somalie a été mise en attente pour des	4	20,88	0,8352

	<p>raisons de sécurité. L'université cible de Madagascar a néanmoins accueilli le séminaire de clôture de formation et celle de Somalie a reçu les matériels pour cette formation et poursuivra son programme d'ouverture du centre avec le soutien du projet.</p>			
<p>2. Formation en conception de programmes pour 200 agents en poste dans les IP (20 dans chaque IP, soit 10 concepteurs de site web et 10 concepteurs de matériels pédagogiques)</p>	<p>Au total, 459 agents des IP ont été formés (contre 200 prévus à l'évaluation): 133 ont suivi le Programme de renforcement des capacités de l'UVA (ACEP) axé sur la conception de matériel, la prestation de services TIC, la gouvernance, la gestion et le financement des programmes ALED ; 146 experts ont été formés pour réécrire les anciens programmes au format ALED ; 60 chefs de programme de cours ont été formés pour dispenser et gérer les programmes d'enseignement ; et 120 ont bénéficié d'une formation en maintenance de matériel de centre ALED, et en amélioration et utilisation du système de gestion de l'apprentissage. La formation a été dispensée par l'ACEP pour permettre aux experts ALED de concevoir, mettre au point, dispenser et gérer leurs propres programmes ALED, et de créer ainsi une communauté de pratique ALED en Afrique. La mise en œuvre du programme a consisté en série d'ateliers et de programmes de perfectionnement des cadres en 13 modules. Les modules conçus et utilisés traitent notamment de la conception de documents, la</p>	4	13,92	0,4176

	<p>conception et la fourniture de matériel technologique à but pédagogique et la gouvernance, la gestion et le financement des programmes ALED. Les modules ACEP, traduits en français, en anglais et en portugais, seront disponibles en ligne même après l'achèvement du projet grâce au système de gestion de l'apprentissage. Les ateliers ont permis de renforcer la maîtrise pratique des concepts des programmes ALED enseignés précédemment dans le cadre des modules en ligne du Programme de perfectionnement des cadres de l'ACEP (PDP). Les modules ont été couverts en un peu plus de 10 mois et nécessité un total de 117 heures de présence de la part des participants. Un autre groupe de 146 universitaires ont bénéficié d'une formation en conception et révision par les pairs de matériels ALED. Ces ateliers de formation étaient organisés en amont du processus de conception des matériels de la composante 2.</p>			
--	--	--	--	--

<p>3. Conception de 52 modules de formation des enseignants en mathématiques, sciences et TIC, en trois langues (français, anglais et portugais)</p>	<p>En 2005, un document de mise en œuvre du programme de formation des enseignants en matière de politiques et de programmes de cours a été élaboré en collaboration avec les IP. Ensuite, en 2005/06, des experts désignés par les IP ont animés des ateliers de conception de programmes d'études scientifiques et mathématiques, à l'intention d'étudiants anglophones, lusophones et francophones. À l'exception de l'IP d'Éthiopie, les IP ont approuvé ces programmes par le biais des organismes d'accréditation de leurs pays respectifs. Un total de 83 modules a été conçu : biologie(8), chimie (13), physique (16), mathématique (13), connaissances de base en TIC (4) et cours de pédagogie pour les professionnels (19). En outre, un consultant a conçu 13 modules pour l'ACEP. Les modules ont été examinés par les experts des autres IP que celle de l'auteur initial. Les modules ont été traduits en anglais et français et téléchargés dans le système de gestion de l'apprentissage (SGA). La traduction en portugais est quasiment achevée et le téléchargement des modules en portugais est bien avancé. Un consultant a conçu un Cadre de contrôle de la qualité (CCQ) commun, qui a été adopté en avril 2007 par le Comité consultatif des IP pour la formation des enseignants. Les kits étudiant (sans les modules en portugais) ont été produits et livrés aux IP bénéficiaires,</p>	<p>4</p>	<p>36,3</p>	<p>1,452</p>
--	--	----------	-------------	--------------

3. Prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les activités de l'UVA et par ses IP	Cette composante visait à accroître la participation des étudiantes aux programmes scientifiques. Une stratégie de prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes a été élaborée en consultation avec les IP bénéficiaires. Au cours des missions précédentes et de la revue à mi-parcours, cette activité a été révisée, pour y inclure: i) une campagne d'information sur les programmes du projet, ciblant spécifiquement des étudiantes ; et ii) l'octroi de bourses aux femmes méritantes et autres étudiants défavorisés de manière à accroître l'accès aux filières mathématiques et scientifiques. Cette composante a notamment contribué à: l'élaboration d'une stratégie de prise en compte systématique des questions de genre, pour UVA et les IP ; l'intégration des questions de genre dans le processus de conception des modules de formation des enseignants ; l'attribution de bourses à 697 étudiants défavorisés, dont 372 femmes, pour des études en sciences, TIC et mathématiques.	3	8,6	0,258
<b>NOTE GÉNÉRALE</b> [correspond à la somme des notes pondérées]		<b>DES RÉSULTATS</b>		3

Cocher ici pour ignorer la note calculée

**Justifier la décision d'ignorer la note autocalculée.**

<b>Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note auto-calculée</b>	3

## II. RENDEMENTS

1. En utilisant les données disponibles sur le suivi, évaluer l'obtention des rendements attendus. Importer les rendements attendus du cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré d'obtention des rendements attendus. La note générale des rendements sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier

RENDEMENTS		Note de l'évaluation
Prévisions	Réalisations	
1. Les centres ALED font office de hubs nationaux pour la conception et l'élaboration de matériels d'apprentissage assisté par les TIC	<p>Les 10 centres ALED créés facilitent l'élaboration de programmes d'apprentissage assistés par les TIC et sont censés aider à la formation du personnel aux méthodologies ALED. Outre les 133 membres du personnel formés dans le cadre de l'ACEP (conception de sites web, prestation TIC et gouvernance ALED), 146 enseignants ont été formés à la rédaction de cours au format ALED et 60 responsables de programmes de cours ont été formés à dispenser et à gérer des programmes éducatifs. Ces personnels sont un atout non seulement pour l'IP bénéficiaire mais aussi pour l'ensemble du secteur de l'éducation des pays respectifs. L'IP du <b>Mozambique</b> a indiqué que la formation ACEP a permis au personnel d'acquérir des connaissances dans l'utilisation des TIC et la conception de matériels pédagogiques. En <b>Zambie</b>, le ministère de l'Éducation a demandé à l'IP de l'aider à accélérer le programme de recyclage des enseignants du primaire et du secondaire. L'IP a également formé 60 autres membres du personnel dans le cadre de l'ACEP. L'IP de <b>Tanzanie</b> est actuellement utilisée pour la conception et le développement de matériels TIC, et pour la mise en œuvre d'un programme de formation des formateurs en TIC qui, dans un premier temps, ciblera 120 enseignants du secondaire et 120 enseignants d'écoles normales. Elle a publié sur son site web des modules de formation pour les enseignants. L'IP du <b>Kenya</b> a utilisé les modules TIC pour les professeurs d'université en poste. Le personnel du centre participe aux activités du comité national chargé de concevoir la future "Université ouverte du Kenya", laquelle devrait utiliser les modules de formation des enseignants du présent projet. L'IP a en outre formé au programme ACEP 200 enseignants des facultés de commerce, de science et de lettres. L'IP du <b>Sénégal</b> estime qu'en l'aidant lui donnant la capacité de proposer en ligne la</p>	3

totalité des nouveaux programmes d'études, le projet lui a permis d'accéder à de nouveaux segments du marché. L'ACEP a permis le développement des capacités en enseignement virtuel au sein de l'IP, ce qui a conforté sa position au niveau national.

**IP du Zimbabwe.** Le personnel formé en ACEP a élaboré un programme de renforcement des capacités dans l'utilisation des méthodes ALED. À ce jour, elle a formé 31 directeurs d'écoles normales et 1 agent du ministère de l'Enseignement supérieur. L'IP a renforcé les synergies avec les écoles normales en matière d'ALED. **L'IP de Madagascar.** Les enseignants utilisent la plateforme ALED pour la pratique. **L'IP du Sénégal** a formé de nouveaux enseignants et du personnel administratif à la conception et à la mise en œuvre des plateformes technologiques. Deux séminaires ont été organisés sur l'utilisation des modules TIC améliorés. L'IP, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, offre aux enseignants un très large programme d'enseignement à distance. L'IP a publié des modules sur sa plateforme Moodle. Le ministère de l'Éducation a débloqué des fonds pour étendre le projet à l'enseignement des langues et des lettres. La connexion internet a été irrégulière dans certaines IP. **L'IP de Somalie** a formé 40 autres membres du personnel au programme ACEP. Elle constate que la qualité s'est améliorée en termes d'enseignement et d'apprentissage.

L'UVA a téléchargé les modules dans un entrepôt de données sur son site, auquel les autres universités et institutions ont libre accès. Les IP bénéficiaires ont créé un consortium de formation des enseignants composé d'experts, pour assurer le suivi du projet et une participation active, au-delà du terme du projet. L'adhésion au consortium est ouverte à d'autres institutions.

2. Élaboration de 52 modules d'enseignement assisté par TIC dans les filières mathématiques, scientifiques et TIC.	Quatre-vingt-six modules ont été élaborés mais le nombre total de modules traduits s'élève à 219. L'UVA a conçu un entrepôt de ressources pédagogiques libres d'accès (RPL) dans lequel les enseignants africains du tertiaire pourront mettre leur matériel didactique à la disposition des autres. L'entrepôt de données facilitera les discussions et les observations sur les matériels didactiques, ainsi que la collaboration pour le développement de nouveaux matériels. Ce portail hébergera 73 des 86 modules de formation des enseignants. La traduction en portugais est en cours de finalisation.	4
3. Inscription des étudiants avec des modules TIC améliorés	Près de 4 000 étudiants sur les 5 300 prévus pour cette année (16 000 au total sur 3 ans) sont déjà inscrits dans des IP qui utilisent ces matériels. L'IP du Kenya a inscrit 240 étudiants, celle du Mozambique en a inscrits 500 en physique et 180 autres en biologie, mathématiques et enseignement de base, en novembre 2010; l'IP du Zimbabwe en compte 185, l'IP de Somalie 350, l'IP de Tanzanie 20, et l'IP d'Ouganda 184. L'IP de Zambie a enregistré des inscriptions en science et en mathématiques et celle du Sénégal compte 166 nouveaux étudiants en biologie, chimie, mathématiques et physique. Les inscriptions potentielles des IP pour l'année universitaire 2010/2011 devraient dépasser l'objectif de 5300 prévu pour la première année. Le projet contribuera sensiblement à la formation en ligne des enseignants dans les IP de pays en conflit ou sortant de conflit que sont Somalie et Madagascar.	3
4. Augmentation du nombre d'étudiantes inscrites dans les filières scientifiques.	La conception des modules de formation des formateurs tient compte des recommandations formulées dans la stratégie pour la prise en compte systématique des questions de genre, qui étaient d'ordres administratif et académique. Les modules de formation des enseignants tiennent compte des spécificités des femmes ; un spécialiste en genre a participé à chacun des ateliers de conception des modules. Dans les IP, le projet attribuera un total de 372 bourses, sur les 697 prévues, à des femmes inscrites dans des filières scientifiques, mathématiques et TIC. Les IP ont constaté qu'en matière de genre, des mesures de discrimination positive étaient nécessaires.	3
<b>NOTE GÉNÉRALE DES RENDEMENTS</b> [correspond à la somme des notes pondérées]		3,25

Cochez ici pour ignorer la note calculée automatiquement

Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée

## 2. Résultats complémentaires. Présenter les résultats complémentaires du projet qui ne figurent pas dans le cadre logique, notamment les questions transversales (ex. genre).

L'*Entrepôt de ressources pédagogiques libres (OER)* a été capital bien qu'il n'ait pas été prévu à l'évaluation. L'OER permettra à d'autres institutions que les 10 IP ciblées d'accéder aux modules de formation des enseignants en sciences et mathématiques et facilitera la mise à jour du contenu. Comme souligné dans le document d'évaluation, le projet a contribué à l'intégration régionale entre les milieux universitaires d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Il a produit des modules pour des pays lusophones, francophones et anglophones. Le *Consortium pour la formation des enseignants* mis en place par les IP est un résultat complémentaire, qui contribuera à renforcer l'intégration même lorsque le projet sera achevé. *Dans les IP bénéficiaires, des politiques d'enseignement virtuel* ont été élaborées et/ou renforcées grâce aux connaissances et aptitudes acquises dans le cadre du programme de renforcement des capacités ACEP. L'objectif du projet était de renforcer non seulement les capacités ALED des IP, mais également celles de l'UVA. Cependant, aucune activité dédiée spécifiquement à cet objectif n'a été identifiée dans le cadre logique et dans les tableaux de coûts. Ceci étant, le projet a énormément contribué à définir des éléments clés du *changement de paradigme effectué par l'UVA tel qu'énoncé dans son nouveau plan opérationnel 2009-2014*. *Le projet a accru la visibilité de l'UVA et renforcé sa capacité à pérenniser ses activités dans le droit fil de son nouveau plan opérationnel*. Du fait de la qualité des modules qu'elle a développés, l'UVA a été invitée au forum "Global Open Courseware" en qualité de membre bienfaiteur. La société IBM a offert de collaborer avec l'UVA durant la deuxième phase du projet. Le partenariat entre l'UVA et les IP a été renforcé en termes d'assistance technique et d'inscriptions. L'UVA a su susciter l'intérêt d'autres partenaires au développement, en l'occurrence la FAO et l'Université du Minnesota, qui s'intéressent aux cours sur la sécurité alimentaire prévu pour la 2<sup>e</sup> phase du projet multinational. Grâce à son expérience en matière de formation des formateurs et à ses centres ALED, l'UVA a remporté un appel d'offres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine pour un projet de renforcement des capacités. Le "International Atomic Model" a collaboré avec l'UVA au lancement d'une université virtuelle pour la lutte contre le cancer, basée sur le modèle de formation des enseignants. Récemment, l'UVA a été invitée aux forums de l'UA par l'intermédiaire de l'UE, pour assister aux réunions sur l'enseignement supérieur.

*L'IP de Somalie* a indiqué que le projet a contribué à la paix en encourageant les jeunes à suivre une formation d'enseignants. Forte de son expérience en formation des enseignants et en formation ACEP, *l'IP d'Ouganda* a remporté un appel d'offres publié par le projet pour l'extension de l'accès aux TIC dans le pays. *L'IP du Kenya* a nommé un directeur de l'enseignement virtuel qui a déjà élaboré un projet de politique TIC. Selon l'IP, l'Université a renforcé ses capacités en matière de gestion de projet et dans divers éléments clés des accords de marché. *IP du Sénégal*: Avec un apport financier du gouvernement, cette IP a élaboré des modules d'apprentissage assisté par TIC, dans les domaines des langues et des lettres. Le Recteur de l'IP de Zambie est aujourd'hui un spécialiste de l'enseignement virtuel dans son pays. *IP de Tanzanie*: le ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle a demandé à l'IP de l'aider à organiser une formation accélérée en TIC à l'intention de 120 enseignants du secondaire et de 12 agents des écoles normales. L'IP *du Mozambique* a ajouté l'anglais aux modules en ligne. L'appui du *Commonwealth of learning* et de la *Brazilian Open University* s'ajoute aux infrastructures et aux compétences acquises grâce au projet.

3. Risques qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus. Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les rendements du projet à long terme ou leur viabilité. Mentionner toute nouvelle activité ou changement institutionnel recommandé pour assurer la viabilité des rendements. L'analyse devra s'inspirer de l'analyse de sensibilité de l'annexe 3.

Aucune analyse de sensibilité n'a été effectuée au moment de l'évaluation. Les réalisations à porter au crédit du projet sont la création de centres ALED, l'élaboration de modules d'apprentissage assisté par les TIC et le renforcement des capacités de conception et de mise en œuvre des modules. Des bourses ont été octroyées à des femmes et à des personnes défavorisées pour suivre des formations dans des filières scientifiques et mathématiques. Le Consortium virtuel de formation des enseignants, mis en place par le corps professoral des IP assure la conception continue de matériels ALED et le

renforcement des capacités en matière d'acquisition de compétences et de techniques ALED au-delà du terme du projet. Il faudra pour cela que les IP acquittent leurs droits d'adhésion de 500 dollars et que l'UVA apporte son soutien technique chaque fois que nécessaire. Les interruptions de la connexion internet dans les centres ALED pourraient compromettre les rendements du projet. Certaines IP utilisent les centres ALED pour dispenser des formations courtes en TIC afin de générer des revenus pour faire face aux coûts de fonctionnement du centre, notamment la connexion internet. Certaines IP ont également connecté les ALED via le LAN et utilisent le VSAT comme dispositif de sauvegarde. Les étudiants inscrits au programme de formation des formateurs paient des frais d'écologie. Le matériel des centres ALED devra faire l'objet d'une maintenance appropriée; 120 agents des IP bénéficiaires ont reçu une formation en maintenance de ces matériels ainsi qu'en mise à jour et utilisation du système de gestion de l'enseignement. Certaines IP enregistrent toutefois une forte rotation du personnel due aux compétences acquises par les personnes formées. Les modules TIC devront être actualisés et des modules supplémentaires devront être pour d'autres disciplines en format ALED. En Éthiopie et à Madagascar, les contextes sociopolitiques et les réformes peuvent empêcher une utilisation optimale des centres ALED et des modules de formation des enseignants. IP d'Éthiopie : Une politique adoptée par le gouvernement en 2010 en matière de formation virtuelle des enseignants a entravé la mise en œuvre optimale du Programme de formation des enseignants, en raison de problèmes de compatibilité. Le personnel des IP formé au programme ACEP pourra aider à concevoir et développer des modules d'apprentissage assisté par TIC au-delà du terme du projet. Le portail OER devrait sensiblement contribuer à garantir la "survie" du projet après sa clôture. Étant donné la forte demande pour les programmes de formation des enseignants, il est peu probable que les centres ALED soient sous-utilisés.

Le projet a financé l'élaboration d'un cadre stratégique commun, d'un cadre de conceptualisation des programmes d'études et d'un cadre de contrôle de la qualité des programmes élaborés. Ces matériels de référence sont opérationnels et survivront au projet. Une stratégie de prise en compte systématique de la problématique hommes/femmes a également été élaborée et adoptée par les IP. Les IP devraient maintenant adopter des mesures de discrimination positive pour répondre à ces préoccupations. Adaptés par des experts locaux au contexte local, en fonction des connaissances et pratiques locales, les modules de formation des formateurs sont tout à fait "autochtones", ce qui a favorisé leur appropriation non seulement dans les IP bénéficiaires, mais aussi dans les ministères de l'Éducation respectifs. Les modules ont été approuvés par les ministères et institutions nationaux, à l'exception de ceux d'Éthiopie. Les IP ont identifié un certain nombre de domaines clés qu'il faudrait renforcer au cours de la deuxième phase proposée, en vue de consolider les acquis de la première (nouvelles infrastructures ALED afin de prendre également en compte les principaux sous-centres régionaux des IP situées en zone rurale, matériel, recherche et documentation, développement de modules d'apprentissage TIC dans d'autres disciplines clés liées à la formation des formateurs, renforcement du consortium de formation des enseignants récemment créé, et extension de la formation ACEP à d'autres facultés clés.

## **E. CONCEPTION ET ÉTAT DE PRÉPARATION À LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET**

**1. Préciser dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tenait compte de la capacité de l'emprunteur de le mettre en œuvre, en veillant à ce que la conception soit adéquate et en mettant en place les mécanismes de mise en œuvre requis. Examiner tous les aspects essentiels de la conception, notamment la question de savoir si la conception du projet a pris en compte les leçons tirées des RAP précédents dans ce secteur ou ce pays (citer quelques RAP clés) ; si le projet repose sur des études analytiques fiables (citer quelques documents clés) ; dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont bien évalué la capacité des organes de mise en œuvre et/ou de la cellule d'exécution de projet ; le degré de consultation et de partenariats ; la justification économique du projet ; et les dispositions prises pour l'assistance technique. Les rendements du projet incluent de degré de respect des délais et de conformité des activités mises en œuvre par rapport à la conception.**

**[200 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 5 intitulée : Description du projet]**

Le document d'évaluation a pris en compte l'analyse des 24 projets de la Banque comportant des composantes TIC, dont 60 %, selon l'étude, se limitaient à l'apport de matériels TI. Les interventions mettaient l'accent sur la fourniture de technologies sophistiquées plutôt que sur leur application et sur l'établissement de partenariats publics-privés susceptibles d'assurer une utilisation optimale de ces technologies et favoriser ainsi la réalisation des résultats escomptés. La Banque a soutenu les infrastructures ALED qui associaient la conception et la mise en œuvre de modules, la formation ACEP et l'élaboration de documents de politique et de stratégie d'appui à la mise en œuvre de l'ALED. Le modèle ALED a tenu compte des réalités du terrain ; des experts en la matière locaux ont été formés ; ils ont conçu des modules et apporté une contribution aux

stratégies et politiques. L'identification des IP s'est faite de concert avec les pays hôtes sur la base de critères fixe inspirés des objectifs et activités du projet. De cette façon, seules les IP disposant déjà d'instituts ou de facultés d'enseignement à distance ont été sélectionnées. Le rôle du projet a donc consisté à renforcer la capacité des IP à assurer un apprentissage et un enseignement à distance assisté par des TIC, et à faciliter la gestion des déséquilibres entre les sexes dans les filières scientifiques et mathématiques. L'exécution du projet a enregistré 9 mois de retard du fait des difficultés financières et difficultés de gestion rencontrées en 2007. Un groupe de travail dont la Banque faisait partie, a été constitué pour examiner les problèmes ainsi qu'un plan d'action. L'UVA a adopté un plan d'action comprenant : la formation d'une cellule de coordination de projet financée par le projet ; le changement des responsables ; la baisse des frais généraux de l'UVA, une réduction judicieuse des effectifs et un recrutement du personnel basé de la performance. La Banque a repris les décaissements en septembre 2008. La Banque mondiale et l'ACDI ont également alloué d'importantes ressources à l'UVA.

**2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet, présenter une brève évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.**

ASPECTS LIÉS À LA CONCEPTION ET À L'ÉTAT DE PRÉPARATION À LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		ÉVALUATION	NOTE DE L'ÉVALUATION
<b>RÉALISME</b>	a) Du fait de sa complexité, le projet est sous-tendu par une analyse de la capacité du pays et de son engagement politique	L'exécution du projet incombait à l'UVA. Au moment de l'évaluation, l'UVA comptait 33 institutions partenaires dans 18 pays d'Afrique, dont elle soutenait les investissements dans les TIC et à qui elle fournissait une assistance technique. L'UVA possédait une bibliothèque numérique et un catalogue de liens web par thème, aujourd'hui remplacé par l'Entrepôt de ressources libres. Les problèmes de gestion et de ressources financières, en 2006/2007, ont retardé l'exécution du projet de 9 mois et imposé une extension de 6 mois. La Banque a assuré la formation à Tunis du directeur de la CCP et des chargés de l'approvisionnement aux processus d'acquisition des biens et services de l'institution. Les IP bénéficiaires ont été choisies en fonction des objectifs et activités du projet. Les IP étaient donc dotées des infrastructures de base requises pour mettre en œuvre le projet, y compris le personnel. Les plans et stratégies de développement des pays d'accueil contenaient des dispositions sur l'amélioration de l'accès à l'éducation par le développement des TIC. Certaines IP ont bénéficié du soutien du gouvernement pour l'extension du programme.	3
<b>ÉVALUATION ET ATTÉNUATION DU RISQUE</b>	b) La conception du projet comporte une analyse correcte des risques	L'analyse de risque effectuée à l'évaluation n'était pas très détaillée, car centrée sur les questions de mise en œuvre des activités du projet (notamment les inscriptions et la promotion du programme), la participation des partenaires, les principaux risques liés au pilotage et à la gestion, les difficultés logistiques de passation des marchés et de transport, le contexte sociopolitique.	2

UTILISATION DES SYSTÈMES DU PAYS	c) Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres sont fondés sur ceux qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires.	Le projet mis en œuvre par l'UVA a, pour l'essentiel, utilisé les procédures de passation des marchés de la Banque, notamment les documents-types d'appels d'offres. L'UVA a centralisé les processus d'acquisition des biens et services. L'acquisition et la distribution des biens et services aux IP bénéficiaires ont duré un an et demi. L'acquisition de l'équipement, du mobilier et des connexions internet aurait pu se faire par AON dans les pays bénéficiaires, avec l'aide de l'UVA. L'acquisition des services de traduction pour les modules techniques des matières scientifiques a pris plus longtemps que prévu. Après divers essais, la Banque a approuvé le recours à un fournisseur unique pour les traductions en portugais, ce qui a également retardé la traduction. Les procédures de passation des marchés de l'UVA ont été appliquées pour les ateliers et l'administration des bourses. Les systèmes de comptabilité, d'audit et de gestion financière de l'UVA ont été utilisés. L'UVA dispose d'un Manuel des politiques et procédures financières. Elle a assuré le suivi du projet sur la base de ses propres processus internes, qui comprenaient des visites aux IP et l'établissement de rapports par les coordonnateurs nationaux de ces institutions. Les IP ont fourni des informations sur les inscriptions et l'avancée du programme, en se basant sur les statistiques générales de l'université relatives aux inscriptions et au programme de développement.	3	
<p>Pour les dimensions ci-après, attribuer des notes d'évaluation distinctes pour la performance de la Banque et la performance de l'emprunteur :</p>			<b>NOTE</b>	
			<b>Banque</b>	<b>Emprunteur</b>
CLARTÉ	d) Les responsabilités relatives à la mise en œuvre du projet sont clairement définies.	Le rapport d'évaluation du projet détaillait les différents rôles et responsabilités, pour le dosage de compétences au sein de la CCP, la mise en œuvre de chaque composante, les processus d'engagement des IP, la mise en œuvre et l'audit des procédures de passation des marchés. Le projet a été lancé en avril 2005. L'UVA a confirmé qu'elle savait clairement quel était son rôle dans la mise en œuvre du projet.	4	4
PRÉPARATION À LA PASSATION DES MARCHÉS	e) Les documents requis pour l'exécution (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation.	Les documents d'appel d'offres n'étaient pas prêts à l'évaluation, notamment les spécifications des biens. Cependant, le document d'évaluation contient des informations détaillées sur les procédures à suivre pour l'acquisition des biens et services. Le calendrier de mise en œuvre du projet mentionne les dates limites de préparation des documents d'appel d'offres. La liste des matériels requis pour les centres ALED a été établie à l'évaluation.	2	2

<b>PRÉPARATION AU SUIVI</b>	f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés.	Le cadre logique du projet contient des indicateurs de suivi des objectifs, résultats et réalisations du projet. L'UVA a renseigné sur les progrès réalisés par chaque composante à travers les rapports d'étape trimestriels et les rapports des missions de supervision. Ces rapports contenaient des informations reçues des IP. Aucun plan de suivi n'a été élaboré, ni adopté.	2	2
<b>DONNÉES DE RÉFÉRENCE</b>	h) La collecte des données de référence est achevée ou en cours.	Une enquête, dont le rapport est aujourd'hui disponible, a été menée en 2006 dans toutes les IP bénéficiaires pour collecter les données de base. Cependant, les informations contenues dans le rapport doivent encore être intégrées dans un plan de suivi ou une feuille de calcul, pour faciliter la comparaison avec les réalisations du projet.	3	3

## F. MISE EN ŒUVRE

**1. Énoncer les principales caractéristiques de la mise en œuvre du projet concernant les aspects suivants: respect du calendrier, qualité des constructions et autres travaux, performance des consultants, efficacité de la supervision par la Banque et efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Vérifier dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont veillé au respect des mesures de sauvegarde. Présenter en quelques mots les résultats obtenus au moment de la clôture du projet.**

**[200 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 5 intitulé : Description du projet]**

Le projet a été prorogé une fois, d'une durée de six mois, de mars 2010 à septembre 2010, pour permettre d'achever l'acquisition de la bande passante et la traduction en portugais des modules. Au moment de l'extension du projet, son exécution sur le terrain était estimée à 83 % et le décaissement effectif à 81 %. Dans l'ensemble, la performance des fournisseurs de matériels ALED, des consultants recrutés pour la composante formation des formateurs et questions de genre, est satisfaisante au regard du document d'analyse de la performance. L'UVA a reçu en cinq ans, dix missions de la Banque. L'UVA a mis en œuvre les recommandations de ces missions et soumis des rapports d'audit à la Banque, comme requis. Les réalisations du projet sont les suivantes : création de 10 centres d'enseignement libre et à distance (ALED), à raison d'un dans chacun des 10 pays bénéficiaires ; formation de 459 universitaires dont : 133 au programme ACEP, 146 experts dans la conversion des textes des anciens programmes aux formats ALED, 60 chargés de cours dans la prestation et la gestion des programmes d'éducation ; et 120 agents des IP à la maintenance des matériels des centres ALED, à la mise à niveau et à l'utilisation du système de gestion de l'enseignement. L'élaboration de 86 modules était achevée : 13 modules ACEP, 73 modules pour le Programme de formation des enseignants intégrant les TIC (à savoir : cours en connaissances TIC de base – 4 modules ; biologie – 8 modules ; chimie - 13 modules ; mathématiques - 13 modules ; physique – 16 modules ; connaissances professionnelles en éducation – 19 modules). Trois documents opérationnels ont été élaborés, à savoir : Cadre de politique et conceptualisation des programmes d'études pour l'élaboration des programmes du consortium ; Cadre de contrôle de la qualité ; et Stratégie de prise en compte des questions de genre. Environ 4000 étudiants ont été inscrits au programme de formation des formateurs. Au 20 décembre 2010, 697 bourses d'études avaient été accordées à des étudiants des institutions partenaires dont 372 femmes. Le contrat relatif à la traduction portugaise sera conclu d'ici le 20 décembre 2010.

**2. Commenter le rôle des autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Évaluer l'efficacité des modalités de cofinancement et de la coordination entre bailleurs de fonds, le cas échéant.**

Selon le document d'évaluation, le projet n'a pas bénéficié de cofinancement. Cependant, dans le cadre du projet, le PNUD a apporté un soutien à deux autres universités de Somalie (*East Africa University* et *University of Hargesia*). Il a également financé la participation de 6 autres universités de ce pays au programme ACEP. La Banque mondiale et l'ACDI ont alloué les fonds de contrepartie initiaux, dont la Banque avait été informée au départ. L'UE a alloué à l'IP de Somalie des fonds additionnels pour le programme de formation des enseignants. Les deux projets sont complémentaires.

**3. Harmonisation. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches**

Étant donné que le projet couvre 10 pays, les initiatives d'harmonisation se sont fondées sur le programme international et régional de renforcement de l'accès à l'éducation par le biais des TIC. Conformément au document d'évaluation, l'identification des IP s'est effectuée en association avec les ministères de l'Éducation respectifs. Les modules de formation des enseignants ont également été approuvés par les institutions compétentes des pays bénéficiaires. Les domaines d'intervention du projet ont été conçus dans le cadre des programmes internationaux et nationaux d'amélioration de l'accès à l'éducation par les TIC.

**4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.**

ASPECTS LIÉS À LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		ÉVALUATION	NOTE DE L'ÉVALUATION
<b>RESPECT DU CALENDRIER</b>	a) Le projet a été achevé dans les délais. Se référer directement aux données sur le projet et aux données clés présentées dans la section A. Calculer le ratio par rapport au temps prévu entre l'approbation et la clôture du projet. Attribuer la note "4" pour un ratio de 1.0, la note "1" pour un ratio de 2.0, la note "0" pour un ratio supérieur à 2.0 (c.-à-d. que l'exécution du projet a duré deux fois plus longtemps que prévu].	Le projet a été prolongé une fois, pour une période de six mois, pour permettre la traduction en portugais des modules de formation des formateurs. Ce retard était imputable aux problèmes initiaux d'acquisition des services d'experts portugais en science et mathématique. La connexion des IP à internet était également prévue pour fin septembre 2010. Dans l'accord de don, la durée prévisionnelle du projet était de 3 ans alors qu'elle était de 5 ans dans le système SAP.	4
<b>PERFORMANCE DE LA BANQUE</b>	b) La Banque s'est conformée aux:		
	Mesures de protection environnementale	Le projet n'a eu pour ainsi dire aucun impact sur l'environnement physique. Le projet ne comportait ni travaux, ni opérations susceptibles de produire des émissions et des rejets. L'UVA s'est dotée d'une politique sur l'élimination de matériels TIC obsolètes. Elle veille également aux spécifications des matériels en termes d'émissions de radiations dans l'environnement.	4
	Dispositions fiduciaires	Les documents d'évaluation contiennent des informations détaillées sur les exigences en matière de tenue des comptes et d'audit du projet. La Banque a examiné les cinq rapports annuels d'audit soumis par la CCP et y a donné officiellement suite.	4
	Conditions de l'accord de prêt	Les conditions mises à l'octroi du don étaient simples et rationnelles. Elles ont permis une identification appropriée des IP, la création d'une CCP et l'adoption d'un plan de travail, facilitant d'autant le « décollage » du projet	3

		dans les délais. Le don était subordonné à l'ouverture par l'UVA d'un compte séparé pour le dépôt des fonds de contrepartie. L'UVA a officiellement demandé une dérogation à cette condition car la Banque mondiale et l'ACDI versaient des ressources sur le compte général de l'UVA d'où devaient être tirés les fonds de contrepartie. Cette demande a été officiellement approuvée par la Banque.	
	c) La supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et d'applicabilité des solutions	Pendant la durée du projet, l'UVA a accueilli 10 missions de la Banque. Les aide-mémoire contiennent des recommandations sur les diverses questions. L'UVA a salué la bonne gestion des problèmes courants par les missions de supervision. Chaque mission comprenait au moins un expert en éducation et un chargé de la passation des marchés/architecte. Le département financier n'a pas participé aux missions.	3
	d) La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	Les missions de supervision ont passé en revue les recommandations des missions précédentes et l'état d'avancement de chaque activité du projet, par composante. L'UVA a relevé que certains retards sont dû au temps mis par la Banque pour examiner et approuver les documents de passation des marchés et les décaissements.	3
<b>PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	e) L'emprunteur s'est conformé aux :		
	Mesures de protection environnementale	Au regard du document d'évaluation, l'UVA n'était soumise à aucune contrainte en matière de protection environnementale. Le projet a eu peu d'impacts environnementaux d'autant plus qu'il ne comprenait pas de travaux ou d'activités susceptibles d'affecter l'environnement	4
	Dispositions fiduciaires	L'UVA a soumis quatre rapports d'audit annuels. Elle a adressé des réponses officielles aux questions de la Banque sur lesdits rapports. L'audit final du projet est prévu pour janvier 2011.	3
	Conditions mises à l'octroi du don	Le don devait initialement entrer en vigueur en décembre 2004. Il l'a été en juillet 2005 après sa signature, l'ouverture des comptes spéciaux et la constitution de la CCP. Le justificatif de la satisfaction d'une autre condition (obligation pour les IP d'obtenir l'autorisation de recevoir les données internet par satellite) n'était pas disponible.	3
f) L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par les missions de supervision de la Banque	Les missions de supervision ont vérifié la mise en œuvre des recommandations des missions précédentes. L'UVA a mis en œuvre la plupart des conclusions et recommandations. L'UVA a souligné qu'il y a eu consensus sur les recommandations.	4	

	g) L'emprunteur a collecté les informations de suivi et s'en est servi pour étayer sa prise de décisions	L'UVA dispose des rapports des missions dans les IP. Ceux-ci contiennent une section sur les recommandations, sur laquelle l'UVA se base pour le suivi des actions requises. Pendant les visites sur le terrain, la nécessité d'organiser des formations finales et de mise en service de l'ALED est apparue. Suite aux échanges avec les IP, au cours des visites sur le terrain, la conception et le développement des modules de formation des enseignants ont été fusionnés en tant qu'activité continue. Les conclusions de ces visites ont été prises en compte. Les IP soumettent des rapports d'étape à l'UVA. En l'absence de plan de suivi officiel approuvé, il n'était pas prévu de calendrier de collecte des données.	3
--	--	---	---

## G. ACHÈVEMENT

**Décrire brièvement le processus du RAP. Décrire la participation de l'emprunteur et des cofinanciers dans la production du document. Souligner toutes les divergences d'opinions majeures concernant les évaluations attribuées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite sur site a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau extérieur de la Banque a participé à l'élaboration du rapport.**

**[100 mots au plus]**

Le processus RAP a été lancé en juillet 2010. Des questionnaires détaillés ont été conçus suivant le format du RAP et envoyés aux IP en juillet 2010. Ceux-ci ont soumis les questionnaires remplis en septembre 2010, à l'exception de la Somalie qui l'a fait en décembre 2010. Un questionnaire de format RAP partiellement rempli (présentant les résultats et les réalisations conformément au cadre logique) a été envoyé au personnel d'OSHD dans cinq pays. Chaque représentant résident a été officiellement informé. Le personnel s'est rendu dans chaque IP pour l'établissement des RAP, lesquels ont été soumis en novembre 2010, pour examen et consolidation. Cette dernière s'est effectuée au fur et à mesure de la réception des questionnaires et des RAP respectifs. Une mission d'achèvement de projet a démarré le 6 décembre 2010. Son but était de finaliser le RAP et d'examiner son contenu et les notes conjointement avec l'UVA. Un aide-mémoire a été signé concernant le RAP.

## H. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'ÉVALUATION

**Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet.**

**[250 mots au plus. Tout autre propos concernant les leçons tirées devra être présenté à l'annexe 5 intitulé : Description du projet]**

i) La question de l'accès des femmes aux programmes scientifiques et mathématiques ne peut se régler que par l'élaboration de stratégies de promotion de l'égalité des sexes ciblant également l'enseignement primaire ; ii) lorsque la plateforme est appropriée, il est d'harmoniser les programmes d'enseignement de différents pays et de promouvoir l'intégration régionale ; iii) il est possible d'élaborer des politiques et stratégies régionales spécifiques dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet ; et iv) la recherche et la documentation sur des projets multinationaux similaires devraient constituer une composante clé du projet.

## I. RÉSUMÉ DES NOTES ATTRIBUÉES AU PROJET

Toutes les notes de l'évaluation sont automatiquement calculées par l'ordinateur à partir de la section pertinente du RAP

CRITÈRE	SOUS-CRITÈRES	NOTATION
RENDEMENTS DU PROJET	Réalisations	3
	Résultats obtenus	3
	Respect du calendrier	4
	<b>NOTE GÉNÉRALE DES RENDEMENTS DU PROJET</b>	<b>3</b>
PERFORMANCE DE LA BANQUE	<b>Conception et état de préparation</b>	
	Les objectifs du projet s'inscrivent dans le droit fil des priorités de développement du pays	4
	Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel	3
	Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque	4
	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque	4
	Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet	4
	Les objectifs de rendements, tels qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables.	3
	Le cadre logique spécifie les risques et les hypothèses clés	2
	La capacité et l'engagement politique du pays sont à la mesure de la complexité du projet	3
	La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques	2
	Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes déjà en utilisation par le gouvernement et/ou d'autres partenaires	3
	Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies	4
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	2
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés	2
	La collecte des données de base est achevée ou en cours	3
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ÉTAT DE PRÉPARATION DU PROJET</b>	<b>3</b>
	<b>Supervision:</b>	
	La Banque s'est conformée aux :	
	Mesures de protection environnementale	4
	Dispositions fiduciaires	4
	Conditions mises à l'octroi du don	3
	La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et d'applicabilité des solutions	3
La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	3	
<b>NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION</b>	<b>3</b>	
<b>NOTE GÉNÉRALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE</b>	<b>3</b>	
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	<b>Conception et état de préparation</b>	
	Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	4
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	2

	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés; la collecte des données de base est achevée ou en cours	2
	<b>NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ÉTAT DE PRÉPARATION</b>	<b>3</b>
	<b>Mise en œuvre</b>	
	L'emprunteur s'est conformé aux :	
	Mesures de protection environnementale	4
	Dispositions fiduciaires	3
	Conditions mises à l'octroi du don	3
	L'emprunteur a tenu compte des conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	4
	L'emprunteur a fondé ses décisions sur les informations tirées du suivi	3
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN ŒUVRE</b>	<b>3</b>
<b>NOTE GÉNÉRALE DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>3</b>	

## J. TRAITEMENT

ÉTAPE	SIGNATURE ET OBSERVATIONS	DATE
Vérifié par le Chef de division sectoriel	Mr. Boukary Savadogo	15/12/2010
Vérifié par le Directeur régional	Frank Black, Gaye Diaretou	
Approuvé par la Directrice sectorielle	Mme Agnes Soucat	

# APPENDICE 1

## Échelle de notation et correspondances

NOTE	EXPLICATION
4	<b>Très satisfaisant</b> - Réalisation parfaite, aucune faille
3	<b>Satisfaisant</b> - Quelques lacunes mais la majorité des objectifs sont atteints
2	<b>Moyen</b> - Projet partiellement abouti. Presque autant de résultats que de lacunes
1	<b>Médiocre</b> - Très peu de réalisations et de graves lacunes
SO	<b>Sans objet</b>

**N.B.:** Les formules sont arrondies à la décimale supérieure ou inférieure. Pour les calculs, seuls les nombres entiers sont pris en compte

## LISTE DES ANNEXES

### Informations obligatoires

1. **Coûts du projet et financement**
  - a. Coûts du projet par composante
  - b. Ressources par source de financement
2. **Contributions de la Banque.** Citer les principaux membres de l'équipe ainsi que leurs attributions durant la préparation et la supervision. Fournir une liste consolidée des missions de préparation, de supervision et d'achèvement en ordre chronologique. Préciser la date et les notes attribuées par le dernier rapport de supervision.
3. **Analyse économique (TRE) et analyse financière.** Recalculer les taux de rentabilité économique sur la base des coûts et bénéfices au moment de l'achèvement, et les comparer aux estimations faites lors de l'évaluation. Présenter par composante, le cas échéant. Analyser la sensibilité du TRE aux hypothèses clés. Présenter une analyse financière des entités bénéficiaires du projet.
4. **Liste des documents justificatifs**

### Informations facultatives

5. **Description du projet.** Principaux facteurs n'ayant pas été pris en compte dans la grille générale et qui ont affecté la conception et la mise en œuvre du projet. Ces facteurs, positifs et négatifs pourraient comprendre : le climat et les conditions météorologiques, les changements politiques, les questions contractuelles ou personnelles, les questions techniques, les processus de passation des marchés et les interactions avec les autres partenaires. Si l'un quelconque de ces facteurs est suffisamment significatif pour affecter les notes de l'évaluation, ceci devra être mentionné dans la grille, avec renvoi à la présente annexe.

**COÛTS ET FINANCEMENT DU PROJET**  
**AFFECTATION DE FONDS AU PROJET ET FINANCEMENT PAR COMPOSANTE, CATÉGORIE ET**  
**SOURCE DE FINANCEMENT (en millions d'UC)**

Composante et catégories	FAD			UVA			TOTAL		
	Allocation à l'évaluation	Allocation à la dernière révision	Réalisations au moment du RAP	Allocation à l'évaluation	Allocation à la dernière révision	Réalisations au moment du RAP	Allocation à l'évaluation	Allocation à la dernière révision	Réalisations au moment du RAP
<b>COMPOSANTE I</b>									
1. Biens	1,37	0,93	0,93	0	0	0	1,37	0,93	0,93
2. Services	0,80	1,1	1,15	0	0	0	0,80	1,1	1,15
3. Coûts opération.	0,00	0,14	0,09	0	0	0	0,00	0,14	0,09
<b>Total partiel</b>	<b>2,17</b>	<b>2,17</b>	<b>2,17</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2,17</b>	<b>2,17</b>	<b>2,17</b>
<b>COMPOSANTE II</b>									
1. Biens	0,05	0,05	0,05	0	0	0	0,05	0,05	0,05
2. Services	1,58	1,57	1,57	0	0	0	1,58	1,57	1,57
3. Coûts opération.	0,58	0,28	0,25	0	0	0	0,58	0,28	0,25
<b>Total partiel</b>	<b>2,21</b>	<b>1,90</b>	<b>1,87</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2,21</b>	<b>1,90</b>	<b>1,87</b>
<b>COMPOSANTE III</b>									
1. Biens	0,07	0,07	0,07	0	0	0	0,07	0,07	0,07
2. Services	0,32	0,02	0,32	0	0	0	0,32	0,02	0,32
3. Divers	0,14	0,45	0,14	0	0	0	0,14	0,45	0,45
<b>Total partiel</b>	<b>0,53</b>	<b>0,53</b>	<b>0,53</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,53</b>	<b>0,53</b>	<b>0,53</b>
<b>COMPOSANTE IV</b>									
1. Services	0,09	0,40	0,43	0	0	0	0,09	0,40	0,43
2. Coûts opération.	0	0	0	0,51	0,58	0,60	0,51	0,83	0,85
<b>Total partiel</b>	<b>0,09</b>	<b>0,40</b>	<b>0,43</b>	<b>0,51</b>	<b>0,58</b>	<b>0,60</b>	<b>0,60</b>	<b>1,23</b>	<b>1,28</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>5,00</b>	<b>5,00</b>	<b>5,00</b>	<b>0,51</b>	<b>0,58</b>	<b>0,60</b>	<b>5,51</b>	<b>5,83</b>	<b>5,85</b>

## ÉTAT FINANCIER DU COMPTE SPÉCIAL

## 1. Fonds disponibles sur le compte spécial au 31 décembre 2010 – 109 280 dollars

Description	Date d'échéance des contrats en cours	
Universite Pedagogica (traduction portugaise)	4 février	50 000
JOYPET Services	4 février	17 307
Sovaya	4 février	11 063
Frais de consultants - Cellule de coordination du projet	31 janvier	14 800
Frais de consultants - Cellule de coordination du projet	28 février	14 800
Téléchargement des modules de frais de consultants	28 février	1 200
Frais bancaires	Au 28 février	111
<b>Total des engagements</b>		<b>109 280</b>

**NB:** Les retards dans les traductions en portugais ont entraîné des retards dans l'achèvement d'autres activités mentionnées plus haut.

## 2. État des décaissements de bourses – 643 516 dollars

Description	Échéance	Montant
Total décaissé au 24 janvier 2011	Décaissé	499 396
Approuvé et en attente de décaissement au plus tard	6 février	63 000
Processus d'évaluation interne	6 février	34 814
Processus en cours concernant les demandes des étudiants	18 février	46 306
<b>Total des bourses</b>		<b>643 516</b>

## A. RAPPORT D'AUDIT FINAL ET JUSTIFICATION DES FONDS SUSMENTIONNÉS

La 5<sup>e</sup> et dernière vérification des comptes du projet au 31 décembre 2010 sera soumise à la Banque en janvier 2011. L'UVA s'est engagée à fournir des justificatifs pour l'ensemble de fonds du compte spécial, notamment ceux relatifs aux bourses d'études, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2011.

## Contributions de la Banque

Mission	Dates	Principaux membres de l'équipe	Domaine d'expertise
Mission de préparation (évaluation)	5 – 18 septembre 2004	Boukary Savadogo	Spécialiste de l'éducation en chef
		Dirk Bronsealer	Architecte supérieur
Missions de supervision	28 novembre – 9 décembre 2005	Boukary Savadogo	Spécialiste de l'éducation en chef
		Dirk Bronsealer	Architecte supérieur
	25 avril – 6 mai 2006	Boukary Savadogo	Spécialiste de l'éducation en chef
		Dirk Bronsealer	Architecte supérieur
	18 septembre – 5 octobre 2006	Boukary Savadogo	Spécialiste de l'éducation en chef
		Dirk Bronsealer	Architecte supérieur
	23 février – 17 mars 2007	Boukary Savadogo	Spécialiste de l'éducation en chef
		Dirk Bronsealer	Senior Architect
	26 novembre – 8 décembre 2007	Baboucarr Sarr	Spécialiste de l'éducation en chef
	8 - 20 septembre 2008	Baboucarr Sarr	Spécialiste de l'éducation en chef
		Ruth Charo	Spécialiste du développement social
		Emmanuel Nyirinkwaya	Architecte supérieur
	11 – 15 octobre 2009	Baboucarr Sarr	Spécialiste de l'éducation en chef
		Ruth Charo	Spécialiste du développement social
Patrick Owuori		Assistant passation des	

			marchés
	<b>Dernière mission de supervision</b>  30 juin – 2 juillet 2010	Baboucarr Sarr	Spécialiste de l'éducation en chef
		Ruth Charo	Spécialiste du développement social
		Joseph Muvawala	Économiste de l'éducation principal
		<b>Voir notes de la dernière mission de supervision à la page suivante</b>	
<b>Mission d'achèvement de projet</b>	Octobre – décembre 2010	Andrianarisata John	Expert en développement social
		Arceline Yolanda	Spécialiste du secteur social
		Bhebhe Themba	CPO-ZMFO
		Ekoh Patience Ogonma	Analyste de l'éducation supérieur
		Leo Oswarld	Spécialiste du développement social
		Odero Walter Owour	Macro-économiste
		Ruth Charo	Spécialiste du développement social

## NOTES SAP DE LA DERNIÈRE SUPERVISION 30 JUIN – 2 JUILLET 2010

INDICATEURS	NOTES				
	Rapports précédents				Présent rapport
	26.11.2007	08.09.2008	18.04.2009	30.09.2009	30.06.2010
<b>A. MISE EN ŒUVRE DU PROJET</b>					
Conformité aux conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt	3	3	3	3	3
Conformité aux conditions générales	3	3	3	3	3
Conformité aux autres conditions	3	3	3	3	3
<b>B. PERFORMANCE EN MATIÈRE DE PASSATION DES MARCHÉS</b>					
Acquisition des services de consultants	2	3	2	3	3
Acquisition des biens et services	2	3	3	3	3
<b>C. PERFORMANCE FINANCIÈRE</b>					
Disponibilité de devises	2	2	3	3	3
Disponibilité de monnaie locale			3	3	3
Décaissements	2	2	3	3	3
Gestion des coûts	2	3	2	2	3
Performance des cofinanciers	2	2	3		
<b>D. ACTIVITÉS ET TRAVAUX</b>					
Respect du calendrier d'exécution	2	2	3	2	2
Performance des consultants ou assistants techniques	2	3	3	3	3
Performance des entrepreneurs	3	2	3	3	2
Performance de la direction du projet	2	2	3	3	3

<b>E. IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT</b>					
Probabilité de réalisation des objectifs de développement	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Probabilité que les objectifs attendus soient réalisés et viables	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Contribution éventuelle du projet à l'accroissement <sup>1</sup> ...	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Taux de rentabilité actuel					
<b>F. ÉVALUATION GÉNÉRALE DU PROJET</b>					
Nombre moyen de supervisions	<b>2,25</b>	<b>2,44</b>	<b>2,82</b>	<b>2,88</b>	<b>2,88</b>
Tendance au fil du temps					<b>2,65</b>

**NOTATION** : 3 = Très satisfaisant, 2 = Satisfaisant, 1 = Médiocre, 0 = Très peu satisfaisant, ' ' = Sans objet

<sup>1</sup> (Ndlr : phrase incomplète en anglais)

**SITUATION**

Progrès dans l'exécution (PE) = 2,85

Objectifs de développement (OD) = 3,00

**SITUATION GÉNÉRALE : PROJET NON PROBLÉMATIQUE / NON POTENTIELLEMENT PROBLÉMATIQUE**

**JUSTIFICATION DES NOTES**

Le taux d'exécution sur le terrain est de 87 %, selon les estimations, tandis que le décaissement réel est de 95 %. Le don devrait être intégralement absorbé. Les activités du projet non encore exécutées ont été lancées et devraient s'achever cette année ; les IP comptent déjà près de 3400 inscriptions d'étudiants utilisant les modules de formation des formateurs. La traduction de ces modules en français et en anglais est quasiment achevée mais la traduction en portugais accuse du retard. Certaines IP ont déjà reçu des kits d'étudiants. L'UVA a mis en route 9 centres ALED sur 10 et elle organise des formations finales à l'intention du personnel des IP dans les centres ALED. La gestion et le suivi du projet par le Recteur et le Conseil d'administration de l'UVA sont satisfaisants.

## **Analyse économique (TRE) et analyse financière**

« Étant donné qu'à l'évaluation, le taux de rentabilité économique (TRE) n'avait pas été calculé, aucune donnée de référence n'est disponible pour permettre sa réévaluation. »

## Liste des documents justificatifs

- a) Document d'évaluation du projet, novembre 2004
- b) Aide-mémoire des missions de supervision de 2004 et 2010
- c) Rapports d'achèvement de projet reçus de Zambie, Madagascar, Tanzanie, Kenya et Mozambique
- d) Questionnaires sur l'achèvement du projet reçus des institutions partenaires bénéficiaires.
- e) Révision des cadres logiques approuvés par la Banque
- f) Document relatif à l'administration des bourses
- g) Document sur l'analyse de la performance des entrepreneurs
- h) Rapport de la revue à mi-parcours de juin 2009 et rapport du consultant chargé de la RMP
- i) Rapport de l'Étude pilote sur la formation des formateurs
- j) Compte-rendu des missions de l'UVA sur les sites des IP
- k) Rapport de l'étude de base effectuée en octobre-décembre 2005
- l) Plan opérationnel de l'UVA pour 2009-2014

## Description du projet

**1. Centres ALED (Centres d'apprentissage libre et à distance).** Les institutions partenaires (IP) s'en servent essentiellement comme centres de formation à l'utilisation des TIC pour la conception, l'exécution et la gestion ALED. Ils sont utilisés comme points de livraison des programmes ALED actuels et futurs. Les IP peuvent également les utiliser pour effectuer des recherches et participer au travail d'équipe sur l'ALED. Les cours de courte durée et autres programmes sanctionnés par un diplôme assurent à ces centres des revenus, ce qui garantit leur viabilité à long terme.

**2. Le Programme de perfectionnement professionnel de l'UVA (ACEP).** Le but de l'ACEP était de développer la capacité des institutions partenaires à concevoir, mettre au point, exécuter et gérer leurs propres programmes d'enseignement libre et à distance. La mise en œuvre de programme a pris la forme d'une série d'ateliers et de programmes de perfectionnement professionnel qui ont été conceptualisés, développés et mis en œuvre en tant que stratégie globale. L'ACEP vise à créer un contingent important de professionnels de l'enseignement à distance compétents, ainsi qu'un réseau d'échange des pratiques ALED en Afrique. Il est entendu que les IP bénéficiaires sont aujourd'hui capables de mettre au point des programmes, cours et contenus d'enseignement à distance de qualité.

**3. Le Programme de formation des enseignants.** Le Programme intégré de formation des enseignants, conçu pour les enseignants des matières scientifiques et des mathématiques, visait à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage des mathématiques et des sciences par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, accroître le nombre d'enseignants qualifiés dans le domaine des mathématiques, sciences et TIC de base, accroître le nombre de ces enseignants en élargissant l'accès à la formation basée sur les méthodologies ALED, développer et promouvoir la recherche sur la formation des enseignants, afin d'encourager des prises de décision reposant sur des faits probants dans tous les domaines de perfectionnement et promouvoir l'intégration régionale. L'UVA a adopté une stratégie commune d'élaboration et de mise en œuvre de cette composante. Les IP bénéficiaires ont participé de bout en bout à ce travail, de la conceptualisation du programme à sa mise en œuvre, en passant par l'harmonisation des divers programmes d'études. Ceci en a facilité l'appropriation et l'adoption.

Pour les IP, il a d'abord fallu élaborer les politiques du programme et conceptualiser le programme d'études. Dans ce sens, des ateliers conjoints auxquels ont pris part des fonctionnaires des ministères de l'Éducation respectifs, ont été organisés. Pour la conception et la mise au point du programme, l'on a harmonisé les programmes d'études scientifiques, mathématiques et professionnelles des 10 institutions partenaires bénéficiaires. Ces ateliers se sont tenus en octobre 2005 et février 2006 et ont accueilli des experts en programme de chacune des IP. Ils ont débouché sur la conception de structures de programmes pour les modules d'enseignement à distance des mathématiques, des sciences et des TIC de base, à l'intention des enseignants qui font leur entrée dans la profession et ceux déjà en service. Le troisième atelier s'est tenu en décembre 2006. Il a abouti à la conception de structures de programmes de perfectionnement professionnel intégrant les TIC.

Les contenus de 73 modules d'apprentissage des sciences et des mathématiques ont été élaborés en trois phases. Trois ateliers de conception de contenus animés par des spécialistes provenant des institutions partenaires ciblés, ont été organisés en août 2006, en mars 2007 et en novembre 2007. Les modules conçus sont adaptés tant aux étudiants sur les campus qu'à ceux qui suivent les formations à distance. En plus des réalisations prévues, l'UVA a conçu et créé une plateforme d'entrepôt de ressources libres sur laquelle sont téléchargés des modules, librement d'accès pour toutes les institutions du continent.

**4. Défis du projet.** La mise en œuvre du projet a rencontré d'importantes difficultés, pour lesquelles il a fallu trouver continuellement des stratégies d'atténuation prenant en compte la spécificité et la diversité des environnements dans chaque IP. Par exemple, la Somalie compte trois régions « autonomes », ce qui, d'un point de vue logistique, a compliqué la mise en œuvre de ce projet de portée nationale et l'installation des matériels. La Somalie ne dispose pas d'un Coordonnateur national de la formation des enseignants issu du ministère de l'Éducation et ce, du fait de la situation politique du pays. Au Zimbabwe, la mise en œuvre des activités liées à la formation des enseignants a ralenti

en 2007/2008 du fait de la crise politique. L'instabilité du climat politique à Madagascar a retardé l'installation des matériels d'enseignement à distance. Politiques d'information concernant le matériel VSAT. Au Kenya, les violences post-électorales de 2007/2008 ont obligé l'équipe à transférer à Dakar (Sénégal) les ateliers de renforcement des capacités initialement prévus à Nairobi, ce qui a eu de lourdes répercussions financières. En outre, le processus d'installation des centres d'enseignement à distance, d'élaboration d'un programme de formation des enseignants à l'échelle continentale, et de renforcement des capacités d'apprentissage à distance dans dix institutions partenaires fut laborieux.

Les centres ALED des IP sont situés en zone urbaine. Dans la plupart des zones rurales, il n'y a pas d'accès à ou même aux ordinateurs. Avec le temps, des centres ALED sous-régionaux installés dans les provinces devraient faciliter l'accès à l'éducation pour tous. Les sous-centres faciliteront eux-aussi l'interaction directe entre les étudiants et le personnel des IP. Nombreux sont les étudiants qui ne possèdent pas de connaissances suffisantes en TIC. Les IP devraient peut-être envisager d'imposer aux étudiants de courtes formations TIC au début de leur formation.

**5. Prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes et bourses d'études.** L'UVA a créé un Fonds de bourses d'études pour l'attribution de bourses aux étudiants défavorisés et aux étudiantes remplissant les conditions requises. Un Conseil d'attribution des bourses a été constitué et comprend un membre du Conseil d'administration de l'UVA, le Recteur de l'UVA et deux membres du personnel de l'UVA. Le Conseil d'attribution des bourses relève hiérarchiquement du Conseil de tutelle de l'UVA. L'administration quotidienne des activités du Fonds de bourses d'études est assurée par un Directeur et conformément<sup>2</sup> ... de l'UVA.

Comme souligné dans le document d'évaluation, le Fonds de bourses d'études, dont les ressources se chiffrent à 643 514 dollars EU, est administré selon les règles en vigueur au sein de l'UVA et en consultation avec ses institutions partenaires, principales bénéficiaires des bourses. La dernière tranche des ressources du Fonds sera décaissée au plus tard le 20 décembre 2010. Au total, 697 étudiants dont 372 femmes, ont bénéficié et/ou bénéficieront d'une bourse. Le fonds est destiné aux étudiants des filières scientifiques, mathématiques et TIC. Il fera l'objet d'un audit séparé en janvier 2011. Les autres partenaires qui soutiennent financièrement le Fonds de bourses d'études de l'UVA sont l'ACDI, la *Charity Aid Foundation* et des particuliers.

**6. Compétence et viabilité de l'UVA.** Le projet a permis à l'UVA de conceptualiser son rôle stratégique et son avantage comparatif. Plus généralement, il a suscité un changement de paradigme. L'UVA s'est « détournée » de l'approche traditionnelle de vente aux universités africaines de contenus de cours importés d'Occident, instituant désormais une collaboration avec les institutions partenaires africaines pour le renforcement de leurs capacités en matière d'enseignement à distance, afin d'accroître l'accès à une éducation de qualité. Grâce au projet, l'UVA est parvenue à mobiliser des ressources financières additionnelles pour la Somalie. Le projet a renforcé ses techniques d'enseignement libre et à distance ainsi que ses infrastructures de prestation de cours en ligne. L'impact du projet sur l'UVA a largement contribué à la définition des éléments clés de son nouveau plan d'activités quinquennal 2009-2014.

Prenant en compte les problèmes financiers et de gestion rencontrés par le passé, le nouveau plan met fortement l'accent sur la viabilité organisationnelle, afin que l'UVA atteigne les objectifs financiers et opérationnels qu'elle s'est fixés pour les cinq prochaines années. Ce plan d'activités consacre par conséquent l'abandon du système de prestation purement axé sur les projets financés par les bailleurs de fonds en faveur d'un système combinant deux ensembles de prestations de services, à savoir les services pédagogiques et services d'appui tarifés et les services de perfectionnement gratuits qu'elle avait coutume de fournir dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités. Globalement, l'UVA offrira un maximum d'activités sous forme de services payants au client/bénéficiaire afin de générer suffisamment de revenu pour faire face au coût de fourniture de ces services ainsi qu'à une portion appropriée des frais généraux de l'institution. Les activités de mobilisation de ressources de l'UVA mettront l'accent sur l'acquisition de fonds pour le financement des services de développement de l'ALED, des bourses d'études/de perfectionnement et pour les

<sup>2</sup> *Ibid.*

projets qui ne sont pas pris en compte dans la nouvelle structure des services et le nouveau système tarifaire de l'UVA. Pour ces types de projet, l'UVA recherchera des financements pour couvrir les coûts prévisionnels directs et percevra 10 à 20 % des frais de gestion pour les coûts généraux et administratifs indirectement générés par le projet. L'UVA créera un fonds de réserve qui générera des produits financiers qui lui permettront de faire temporairement face à ses besoins de trésorerie. Le capital initial du fonds de réserve sera constitué des excédents financiers disponibles à la fin de chaque exercice.

**7. Intégration régionale.** Les méthodologies de collaboration adoptées par l'UVA et les IP pour la création des centres ALED, l'élaboration des modules de formation des enseignants et le renforcement des capacités dans le cadre de l'ACEP, ont rapproché les IP. Ceci a abouti à la création d'un Consortium virtuel de formation des enseignants visant à faciliter le maintien de l'engagement au-delà de la période du projet. Le but du consortium est de pérenniser les retombées du projet et de poursuivre le renforcement des capacités des IP bénéficiaires à concevoir, gérer et mettre en œuvre leurs propres programmes en utilisant les méthodologies ALED, au-delà de l'achèvement du projet. Des modules conjointement approuvés pour l'enseignement des sciences, des mathématiques et des TIC ont été élaborés et adoptés par les IP des régions d'Afrique de l'Est et australe. Ces modules sont en trois langues : anglais, français et portugais. Ils sont postés dans l'entrepôt de ressources d'accès libre pour permettre à d'autres institutions d'Afrique et d'ailleurs de les utiliser et de faire leurs observations.

**8. Leçons apprises.** La mise en œuvre des projets axés sur les technologies impose une réévaluation permanente des résultats afin de déterminer leur pertinence et leur réalisme face à la constante évolution des technologies de l'information et de la communication. Les applications, logiciels et matériels TIC changent continuellement. Par exemple, dans certaines IP, l'utilisation du système de réseau local d'entreprise grâce aux câbles de fibre optique installés par les pays hôtes, a pris le pas sur l'utilisation du VSAT du projet. L'établissement d'une coopération à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet est peut-être la meilleure leçon qui ait été apprise. Cette stratégie a permis de renforcer l'appropriation des activités du projet au sein des institutions et pays/ministères de l'Éducation hôtes.

Les difficultés logistiques inhérentes aux projets multinationaux sont très souvent sous-estimées. Pour la conceptualisation de tels projets, il y a lieu d'analyser soigneusement les défis logistiques et les implications en termes de coûts afin de retenir les modalités/modes de passation des marchés et d'exécution les plus efficaces. L'environnement sociopolitique étant différent dans chaque pays bénéficiaire, la portée des projets doit être déterminée avec souplesse. La composante du projet relative à la formation des enseignants a prouvé que les différences linguistiques ne peuvent constituer une entrave à l'intégration régionale. Le projet ne comportait aucun volet recherche, une lacune fondamentale dans ce type d'opérations, qu'il conviendra de combler à l'avenir.

**9. Viabilité des résultats et des réalisations du projet.** La viabilité des résultats et des réalisations du projet fait partie intégrante de la conception du projet. L'UVA a signé avec les IP des accords portant sur la viabilité du programme de formation des enseignants, des centres ALED et de l'ACEP. Les centres ALED offrent généralement des formations à la conception, la prestation et la gestion des programmes ALED. Le programme ACEP a formé certaines IP à la gestion et au financement des programmes ALED. Les personnes ayant bénéficié d'une formation ACEP sont censées assurer une formation en cascade dans chaque institution. Ce processus est en cours. Le Consortium virtuel de formation des enseignants comprend actuellement 12 institutions partenaires. Il vise à renforcer les capacités des IP en matière de méthodologies ALED, concevoir des contenus ALED adaptés à l'Afrique et pouvant servir de ressources pour l'apprentissage libre, établir un réseau d'échange de pratiques entre les experts, améliorer la qualité des cours en ligne par l'instauration d'un mécanisme de contrôle de la qualité, et prévoir dans les programmes d'enseignement à distance, des activités de recherche et de développement. La viabilité du Fonds de bourses d'études n'est pas assurée. Les IP bénéficiaires ont cependant adopté la stratégie de prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes, laquelle met l'accent sur des interventions clés ciblant la parité hommes-femmes dans les filières scientifiques et mathématiques.